



HAL
open science

“ Nettoyer l’Inde ”, la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi

Rémi de Bercegol, Shankare Gowda

► To cite this version:

Rémi de Bercegol, Shankare Gowda. “ Nettoyer l’Inde ”, la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi. *Les Cahiers d’Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, 2021, 73 (281), pp.41-68. <10.4000/com.10887>. <hal-03491882>

HAL Id: hal-03491882

<https://hal.science/hal-03491882v1>

Submitted on 28 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi Rémi de Bercegol and Shankare Gowda

<https://doi.org/10.4000/com.10887>

ENGLISH

Waste recovery channels have been in existence for a long time in India, but, stigmatised by impurity, the individuals who are involved with it remain generally marginalised by society and confined to informality. In Delhi, those who engage in waste collection are symbolically associated with the filth of the trash and, like the rubbish, are relegated to the margins of society, in the slums, where this activity is central to the survival of the population. An analysis of the collection methods of reclaimers from a poor neighbourhood in the south of the city, however, reveals highly organised practices which, through a continuum of intermediaries and professional activities, effectively ensure the recycling of waste into an industrial input for the formal economy. But while this recovery thus makes it possible to reduce the mass of waste to be buried in landfill sites, the municipality of Delhi has embarked on reforms to modernise the waste collection service, giving priority to technological solutions, such as energy incineration, to treat the mass of effluents evacuated. This neglect of the recycling sector, which accentuates the marginalisation of waste pickers, is provoking resistance from the latter who, arguing that they make an environmental contribution, are organising themselves to demand recognition of their work and a right of access to waste.

Mots-clés :

Inde, ville, déchets, récupération, marginalisation, modernisation

Keywords:

India, city, waste, recycling, marginalisation, modernisation

« Pour ma famille, ta poubelle, c’est de l’or »

Vivre de la récupération des déchets à Delhi

Des vies marginalisées spatialement et socialement

Des statuts différenciés selon l’activité et la matière récupérée

Une collecte quotidienne très organisée

Une chaîne de valorisation proto-industrielle

Un continuum dans la transformation des matériaux

Une professionnalisation du secteur

« Nettoyer l’Inde » de ses déchets... ou de ses recycleurs ?

Des réformes publiques ambivalentes et peu efficaces

La privatisation du secteur à Delhi, révélatrice des convoitises autour des déchets

Des solutions technologiques comme l’incinération peu adaptées

Résistances et contre-discours

La revendication d’une contribution environnementale

La revendication d’un droit au travail

Conclusion

Top of page

Full text

« “Swachh Bharat Abhiyan” c’est ce que nous faisons depuis longtemps. Je ne suis pas né pour collecter vos ordures, mais je le fais tous les jours, et avec fierté ». Jai Prakash Chaudhuri, Secrétaire général de la *Safai Sena* (l’Armée des Balayeurs) Discours lors de l’inauguration l’exposition *City of Waste* à Delhi, 13 février 2019

1En Inde, le 2 octobre 2019 se clôturait la première phase de la mission « Nettoyer l’Inde » (*Swachh Bhârat Abhiyan*), lancée 5 années auparavant avec l’ambition d’améliorer la gestion des déchets. La date choisie du 2 octobre n’est pas anodine car elle correspond au 150^e anniversaire de la date de naissance de Gandhi, figure tutélaire de la nation indienne, afin d’inscrire symboliquement la question de la pollution comme une priorité nationale. Puissance désormais incontournable sur la scène internationale, l’Inde peine à contrôler les effets pervers d’un développement économique, certes rapide, mais qui génère toujours plus de déchets et de pollution. Moteurs de la croissance indienne, les villes indiennes produisent au moins 125 000 tonnes de déchets par jour (CPCB, 2012) que le gouvernement peine à éliminer malgré la mise en place de politiques publiques spécifiques. D’une manière générale, la législation relative à la gestion des déchets municipaux en Inde (éditée en 2000 et mise à jour en 2016), n’a dans les faits jamais pu être réellement appliquée en pratique et la problématique environnementale reste plus que jamais d’actualité. Le programme « Nettoyer l’Inde » de Narendra Modi reprend peu ou prou l’action des précédents gouvernements qui avaient déjà lancé des programmes similaires, tout en le médiatisant cette fois-ci de manière beaucoup plus habile et vigoureuse (cf. fig. 1) mais sans pour autant parvenir à améliorer notablement la situation.

Figure 1 – « Swachh Bhârat Abhiyan »



Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi», *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

Affiche officielle de la campagne « *Swachh Bhârat Abhiyan* » (Mission Nettoyer l'Inde), lancée en fanfare le 2 octobre 2014 par le Premier Ministre de l'Inde Narendra Modi pour cinq années (jusqu'au 2 octobre 2019). On remarque la référence à Gandhi par deux éléments graphiques : d'une part les iconiques lunettes rondes au sein desquelles sont inscrits les termes de « *Swachh* » (Nettoyer) et « *Bharat* » ; d'autre part le rouet au-dessus duquel est écrit : « *Ek Kadam Swachhata Ki Or* » (« un pas vers l'hygiène »).

Source : <http://swachhbharaturban.gov.in/>

2Un trait commun à ces réformes, actuelles comme plus anciennes, est la négligence de l'existence des chiffonniers indiens, les *waste pickers*, alors que par leur travail de récupération des ordures, ils contribuent à réduire le fardeau municipal de la gestion des déchets. C'est un peu comme s'il fallait mettre à l'écart cette économie, considérée comme misérable, de la même manière qu'on souhaite se débarrasser des déchets, rebus peu reluisants de « l'Inde qui brille ». Pourtant, en parallèle des résultats peu concluants de ces politiques publiques, le secteur de la récupération a toujours continué à recycler, sans aucun mandat officiel, une partie des ordures générées par les villes indiennes : ils considèrent être les premiers à « nettoyer l'Inde » de ses déchets.

3À la suite des travaux du réseau *Sociétés Urbaines et Déchets* (cf. <https://sud.hypotheses.org/>), et en particulier les recherches initiées par Bénédicte Florin (sur le monde magrébin) et Claudia Cirelli (à propos de l'Amérique Latine) (Florin et Cirelli, 2015), on s'intéresse dans cet article à la marginalisation des « travailleurs des déchets » (Corteel et Le Lay 2011) en Inde, à travers l'exemple de la gestion des déchets de Delhi. Figure paradoxale, le « chiffonnier » est invisible et invisibilisé, tout en étant présent et identifiable dans l'espace public ; il vit, le plus souvent dans les marges urbaines, tout en ayant une connaissance très fine de la ville, des citadins et des rebuts de celle-ci (Cirelli, Florin et Bercegol, 2019). À la différence des pays du Nord où il relève d'une logique environnementale, le recyclage relève avant tout d'une logique de nécessité dans les Suds (Madruga, 2002) et c'est dans ce sens qu'il est communément pensé. Cependant, il serait réducteur de n'appréhender la problématique des déchets qu'à travers le spectre de la pauvreté qu'elle connote. Des filières « informelles » de récupération des déchets secs existent depuis longtemps en Inde comme ailleurs, et ces dernières sont parfois jugées plus efficaces que les services formels « modernisés » dans les pays du Sud (Jaligot *et al.* 2016 ; Wilson *et al.* 2006). Sans nier le caractère marginalisant de l'activité, les études pionnières de Furedy (1984) ou de Mukherjee et Singh (1981) ont documenté comment la récupération compose aussi des économies vibrantes et interdépendantes de l'économie formelle, au sein desquelles les déchets seront *in fine* transformés en matière valorisable. Pour le *Kabariwallah* (récupérateur indien), le *Dong Nat* au Vietnam ou le *Pengepul* en Indonésie (Bercegol, Cavé, Nguyen, 2018), les ordures ne sont pas considérées comme telles, mais bien comme des matériaux à valoriser et une source de revenu. À cet égard, les villes asiatiques ont des « économies de déchets extensives » (Furedy, 1992) qui pourraient légitimement apparaître comme l'une des solutions potentielles pour une gestion raisonnée des rejets urbains. En effet, culturellement imbriquée dans les pratiques locales quotidiennes, la récupération contribue à

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

réduire la pression sur les ressources primaires tout en générant des activités économiques. Ainsi, en décentrant le regard (Chakrabarty, 2000), il est légitime d’appréhender autrement ce secteur, non pas seulement en termes de pauvreté, mais aussi comme une solution alternative encore sous-exploitée, qui diminuerait par-là la masse des ordures à enfouir.

4La récupération des déchets est bien un « lieu » d’observation particulièrement pertinent pour rendre compte des défis du secteur, tant d’un point de vue économique et environnemental que pour comprendre le processus de marginalisation des travailleurs des déchets. À travers l’exemple de Delhi, capitale du pays et vitrine de la mission « nettoyer l’Inde », cet article esquisse dans un premier temps les conditions de vie et de travail des récupérateurs, stigmatisés par l’impureté de l’ordure et l’exclusion de caste qui y est attachée. Malgré sa marginalité sociale et géographique, le système de récupération témoigne d’une riche complexité et d’un dynamisme certain. Après ce préalable, la deuxième partie du texte démontre comment les réformes de modernisation actuelles tendent à négliger le potentiel du recyclage en privilégiant des solutions technologiques à l’efficacité contestée, comme l’incinération, ce qui provoque la résistance des « travailleurs des déchets ». Au-delà du cas indien, l’analyse suggère que la fabrique de la ville durable pourrait se faire en soutenant le travail de ces derniers, dont la contribution socio-environnementale est plus que jamais légitime et nécessaire.

« Pour ma famille, ta poubelle, c’est de l’or »

Vivre de la récupération des déchets à Delhi

Des vies marginalisées spatialement et socialement

5À Delhi, une partie importante de la population (11 % en 2011 selon le recensement officiel, près de la moitié selon d’autres organismes non-gouvernementaux) habite dans des quartiers considérés comme illégaux ou des taudis, que l’on désigne comme « slum » en Inde. Dans ces bidonvilles, l’économie des déchets joue un rôle essentiel pour nombre de foyers, car la récupération est l’une des principales sources de subsistance.

6Les généalogies familiales montrent que les *waste pickers* (chiffonniers, récupérateurs, collecteurs) de Delhi le sont souvent de père en fils, de la même manière qu’on hérite de la caste « Dalit » de ses parents. Avec l’augmentation des ordures liée à la croissance de l’urbanisation dans les années 1980-1990, le secteur a néanmoins recruté hors des communautés intouchables. On retrouve désormais des *Other Backward Class*, des castes marchandes ou des ouvriers agricoles, souvent rentrés dans le travail des déchets par opportunité, et des minorités religieuses, en particulier les communautés musulmanes. En général, les collecteurs sont souvent recrutés via le réseau de relations de leur *tekeddar*, originaire de la même région. Il s’agit généralement de familles pauvres des régions rurales d’Uttar Pradesh ou du Bihar, parfois du Rajahstan. Traditionnellement discriminés et relégués à des tâches ingrates et aux travaux des champs, ils voient dans ce travail

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

l’opportunité d’améliorer leur niveau de vie et d’acquérir une relative stabilité financière.

7Ces chiffonniers sont parfois logés sur un terrain accaparé en pratique par leur acheteur/grossiste lorsque ce dernier est présent depuis longtemps dans le quartier. Dans ce cas, ils doivent s’affranchir d’un loyer s’échelonnant aux alentours de 1 000 à 3 000 roupies en général (soit l’équivalent 15 à 45 € selon la surface de l’habitation et l’emplacement du quartier). Étant donné l’absence de sécurisation foncière due au statut du *slum*, ces espaces de vies souffrent d’un manque d’équipement en service de base, avec un point d’eau potable pour plusieurs ménages et un assainissement sommaire. Le tri des ordures ménagères ramenées des quartiers riches avant d’être revendues aggrave l’environnement sanitaire de ces quartiers précaires. Le gouvernement cherche à éradiquer ces lieux de pauvreté, en les écartant du centre-ville, les reléguant dans les marges et les périphéries, voire en confisquant leur *rickshaw* (*charrettes à pédales*) pour les forcer à partir (cf. fig. 2)

Figure 2 – Fin d’après-midi dans un quartier de récupérateurs



C’est la fin de l’après-midi à Hanuman Mandir, les charrettes ont été vidées mais le tri des déchets n’est pas encore terminé et les uns et les autres s’affairent à terminer le travail entre les rickshaws (charrettes à pédales). La marginalisation spatiale des populations hors caste a toujours existé en Inde, mais elle est socialement accentuée par le stigma lié à l’impureté de l’ordure qui s’étend à tout le bidonville. Vivant dans des conditions de vie déjà difficiles, les récupérateurs doivent composer

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

avec la stigmatisation de la société et le rejet dont ils font l’objet. Ils se plaignent notamment des descentes régulières de la police qui confisquent les rickshaws outil essentiel à la collecte matinale. Ces violences se doublent parfois d’agressions physiques, voire de tentatives de meurtres, lorsqu’en juin 2018, un groupuscule identitaire a incendié volontairement le campement de récupérateurs à Madanpur Khadar (plus au sud de Delhi) de confession musulmane et très probablement originaires du Bangladesh.

Source : photographie de l’auteur, Hanuman Mandir, février 2018.

Des statuts différenciés selon l’activité et la matière récupérée

- 1 On peut aussi l’orthographier « *Kabaadiwala* » ou « *Kabariwallah* ».

Ces travailleurs ne forment pas un groupe homogène. Il existe de subtiles différences de statut entre ceux qui collectent les déchets non-triés des habitants et ceux qui rachètent leurs matériaux secs : on peut distinguer ainsi ceux qui récupèrent tout ce qui a été jeté à la poubelle, comme le *Kuda-Wala* (littéralement : celui -wala qui ramasse la poubelle -Kuda) ou *Kachera-Wala* (celui qui collecte les déchets ménagers humides, mouillés) de ceux qui achètent les matériaux récupérables, plus nobles, comme le *Raddi-Wala* (celui qui achète tout ce qui est papier et journaux) et du *Kabari-Wala*¹ (celui qui achète tout ce qui est métal, bouteille, verre, carton, plastique). À ces collecteurs, on peut aussi ajouter le *Safai Kamachari* (le balayeur municipal) qui récupère certains déchets pour les revendre au *Kabari-Wala* afin de compléter son salaire.

Figure 3 – Fouiller le reste du reste, pour extraire les métaux ferreux des mâchefers



Afin d’éviter au maximum l’enfouissement dans les décharges, la ville de Delhi s’oriente désormais vers l’incinération de ses déchets municipaux. Après combustion, il reste néanmoins toujours un quart du volume initial, réduit sous forme de mâchefers. Devant théoriquement être recyclés sous la forme de briques de construction, ces résidus toxiques terminent en réalité en décharge autour desquels s’acharnent des récupérateurs. Simplement armés de gros aimants, ils frappent lourdement les lourdes cendres noires pour en extraire le métal ferreux, la dernière matière valorisable qu’ils pourront revendre à un ferrailleur.

Source : cliché de l’auteur, décharge d’Ohkla, janvier 2016.

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

9Comme remarque Bénédicte Florin à propos du cas maghrébin (2017), très similaire au contexte indien : plus on ramasse l’ordure ultime, plus on est en position inférieure, reléguée et réprouvée. Ces gradients du travail sont liés au statut du déchet : au bas de l’échelle se trouvent ceux qui font le sale boulot du « sale boulot » (Hughes 1996 [1962]), comme ceux qui travaillent sur la décharge où la récupération est particulièrement pénible et dangereuse. Le méthane, lié à la fermentation, forme parfois des poches de gaz hautement inflammable et explosif, pouvant englober les travailleurs et provoquer des incendies. Les éboulements de terrains ou affaissement des monticules de déchets restent fréquents, tel l’accident mortel survenu sur la grande décharge de Ghazipur à Delhi, haute d’une cinquantaine de mètres, et qui s’est effondrée en septembre 2017, tuant deux personnes. Le « jus » – appelé lixiviat – des déchets est chargé de polluants organiques, chimiques et de métaux lourds. Ces dangers se superposent aux risques sanitaires, maladies et blessures aux incidences beaucoup plus élevées qu’ailleurs (Chokhandre *et al.* 2017). À la décharge de Bhalswa, l’une des quatre grandes décharges de Delhi, vers 4 heures du matin quand les camions poubelles commencent à déverser leur collecte en haut de la décharge, il y a déjà une cinquantaine de personnes qui travaillent, ils seront plus de trois cents en journée : ils sont à la marge de la marge et dans le déchet du déchet. Et parmi ces derniers, on trouve la catégorie des travailleurs bangladeshis, invisibles parmi les invisibles, sans papier et vivant dans la peur de l’expulsion du territoire. Relégués en bas de l’échelle sociale de la récupération des déchets, certains les récupèrent sur les décharges, à fouiller les mâchefers de l’incinérateur pour en prélever le métal (fig. 3).

Une collecte quotidienne très organisée

10Il existe une micro-économie politique de la récupération, avec une structuration claire des hiérarchies et des droits de collecte, qui alimente un vaste système de valorisation des matériaux, à la fois largement informel lui-aussi mais qui est connecté à l’économie formelle et formalisée qui s’y approvisionne. Les *waste pickers* (chiffonniers), à l’aide de leur *rickschaw* (charrettes à pédales), sillonnent la ville chaque matin pour ramener au *slum* les matériaux recyclables dans de grands sacs. Certains d’entre eux se rendent aussi directement chez les résidents pour récupérer l’intégralité de leur poubelle, garder les matériaux valorisables et transporter le reste des ordures de moindre valeur au point de collecte municipale du quartier (le *Dhalao*). À cause de l’impureté liée à la nature du déchet, la poubelle est généralement posée par les habitants devant leur porte. Ces derniers peuvent parfois rémunérer cette évacuation (généralement entre 1 € et 1,50 € par mois et par foyer) car cela leur évite d’avoir à porter eux-mêmes leurs déchets au point de collecte, le *dhalao*, généralement peu entretenu. Il s’agit donc d’un service en porte-à-porte, qui, bien qu’informel et non reconnu par les autorités, est intégré à la vie quotidienne des habitants.

11Les récupérateurs arpentent quotidiennement les mêmes quartiers et visitent toujours les mêmes habitations selon un découpage décidé par leur *tekedar* (contremaitre). Chaque quartier d’habitations, ou « gisement de déchets » (pour reprendre les termes d’experts), est réparti entre plusieurs acheteurs/grossistes (le *Kabari-wala/kabaadiwala*) du bidonville qui allouent ensuite

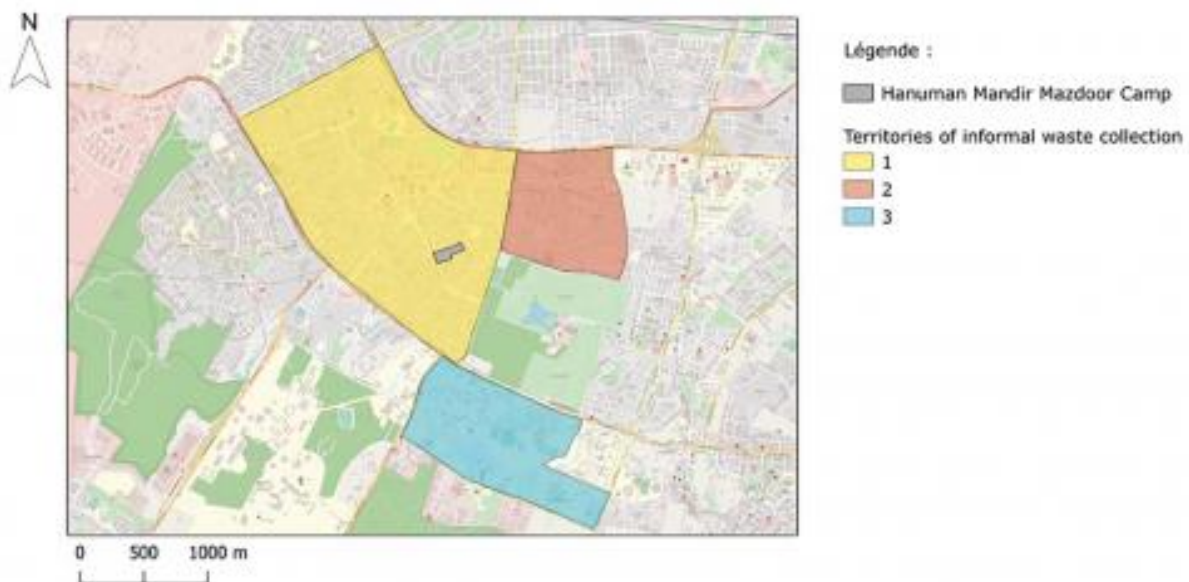
Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

à leurs recrues la charge de la collecte des matériaux, en leur assurant des droits informels, quasi-coutumiers et hérités généralement de père en fils, sur les lopins d’habitations (cf. fig. 4 carte).

12 Sans existence légale, et particulièrement vulnérables, ces ramasseurs peuvent être pourchassés par la police, parfois rackettés et souvent maltraités par certains résidents. Ainsi, afin d’éviter au maximum tout conflit qui pourrait leur être préjudiciable, ils s’assurent d’obtenir l’accord des *Safai Kamacharis* (balayeurs municipaux) pour entrer dans un quartier, ils marchandent leur présence avec les gardes pour accéder aux résidences et ils négocient leur collecte auprès des associations d’habitants des quartiers où ils sont amenés à travailler. Le *tekedar* et le *kabari-iwala* peuvent intervenir financièrement dans certains cas pour faciliter l’accès aux matériaux. La condition *sine qua non* à ce soutien est que les matériaux récupérés leur soient exclusivement revendus. Très concrètement, cela signifie que chaque groupe de collecteurs se voit attribuer un nombre fixe d’habitations (variable entre une cinquantaine et plus d’une centaine, selon les arrangements locaux) où il peut récupérer les déchets. Ce système de droits informels n’est pas pour autant la règle pour tous. Il existe aussi des collecteurs indépendants qui peuvent peu à peu réussir à « sécuriser » un territoire comme c’est le cas pour certains *Kabari-wala* qui sillonnent les quartiers pour acheter directement aux habitants les meilleurs matériaux valorisables, en particulier les papiers non souillés (vieux journaux) en parallèle de la collecte des *waste pickers*.

Figure 4 – Zones de collecte informelles du bidonville d’Hanuman Mandir Mazdoor Camp



Le *slum* d’Hanuman Mandir Mazdoor Camp est situé sur un terrain insalubre appartenant au *Delhi Jal Board*, traversé par un *nala* (un canal d’évacuation d’eaux usées) au Sud de Delhi. Peuplé d’environ 1 500 habitants, le bidonville doit en grande partie la survie de sa population à la récupération quotidienne des déchets générés par les quartiers résidentiels voisins, dans un rayon de 2 km autour du *slum*. Les trois gros *kabari-wala* du bidonville se sont réparti les trois zones de

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

collecte informelle, à (1) Rama Krishna Puram, (2) Safdarjung enclave et (3) Katwaria Sarai, dont ils ont alloué la charge exclusive à des groupes de *wastepickers* qui doivent leur revendre les matériaux valorisables récupérés.

Source : auteur, réalisation Marine Frantz (Université Paris 1).

Une chaîne de valorisation proto-industrielle

Un continuum dans la transformation des matériaux

13Le fruit de cette collecte est à la base du système de recyclage. La matière récupérée perd son statut de déchet et devient une ressource valorisée. Les meilleurs matériaux acquis chez les résidents sont ensuite triés par types, couleurs et qualité avant d’être revendus à un acquéreur, qui les revend par la suite à un grossiste qui, après un travail de valorisation, par un affinage du tri, les revendra ensuite comme un intrant industriel.

14Au sein de cette chaîne de recyclage des matériaux, il existe tout un panel de métiers avec des ouvriers spécialisés dans leur tri, d’autres à leur lavage, ou à leur broyage, etc. Les techniques et outils diffèrent selon les matériaux et nécessitent un véritable savoir-faire et une connaissance spécialisée, même si le travail des ouvriers est difficile, et se fait souvent sans matériel de protection adéquat (cf. fig. 5), avec des revenus irréguliers, souvent payés à la tâche ou à la quantité produite.

Figure 5 – Le lavage du plastique récupéré

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.



Cet homme présente un échantillon du plastique broyé qu’il est en train de nettoyer. Sa main droite reluit encore de l’eau du bac, à l’arrière-plan, dans laquelle elle était plongée. Lorsqu’on l’interrompt dans son travail éreintant, il semble un peu hagard,

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

puis se reprend et brandit calmement sa main vers l'objectif. Le blanc du plastique brille. Bien lavé et débarrassé de ses impuretés, ce matériau recyclé est particulièrement recherché par les usines de transformation, notamment pour confectionner de nouvelles bouteilles à moindre coût. L'équipement de l'ouvrier est sommaire. Afin de se protéger des éclaboussures, il s'est fabriqué un poncho de fortune, simplement taillé dans un grand sac plastique de farine. Derrière son épaule, posé contre le mur, on aperçoit le manche d'une bêche dont il se sert pour remuer des heures durant des kilos de débris immergés. L'intensité de son regard est frappante, et doit être comprise à la mesure de l'abnégation nécessaire à la réalisation de sa laborieuse tâche. Son visage est impassible. Son chef lui ordonne de se remettre au travail. Et c'est avec cette apparente placidité qu'il s'en retourne vers le bain d'eau.

▪ 2 . Photographies

téléchargeables : [http://www.dropbox.com/s/r5f08v57qc430rm/City_of_Waste_Complete.p \(...\)](http://www.dropbox.com/s/r5f08v57qc430rm/City_of_Waste_Complete.p (...))

À Narela, janvier 2016, source : auteur, exposition City of Waste², 2018.

15Parmi les acteurs de cette chaîne de recyclage, les grossistes, les courtiers et les *brokers* jouent un rôle indispensable puisqu'en tant qu'intermédiaires, ils se situent à la charnière entre, d'une part, le travail informel des récupérateurs et, d'autre part, l'économie dite formelle, grâce à la transformation d'un matériau – le déchet récupéré – en un intrant industriel (Suarez, Schamber 2007). Les grossistes gèrent les transactions des matériaux entre les récupérateurs et les usines. La fixation du prix est très fortement corrélée par l'évolution du marché international des matières premières (Cavé, 2015), que les vendeurs consultent quotidiennement *via* les journaux spécialisés et se transmettent par *SMS* et *Whatsapp*. Les bénéfices sur chaque kilo de matériaux récupérés sont faibles, aux alentours de 1 à 2 roupies entre chaque intermédiaire, et ce sont les larges quantités triées et revendues qui permettent *in fine* de dégager une rémunération.

16La répartition du travail est facilitée par un réseau d'interconnaissances avec une complémentarité des tâches. On est ainsi très proche du fonctionnement en « cluster » déjà observé dans d'autres secteurs industriels non planifiés en Inde (Bercegol, 2017). Le processus de transformation tient ensemble les récupérateurs, les trieurs, les acheteurs, les propriétaires des dépôts pour stocker les matériaux, les ouvriers qui travaillent sous leurs ordres, et les industriels qui transforment la matière valorisée. De la poubelle à l'usine, la circulation des matériaux, de l'argent et des acteurs reposent ainsi davantage sur un « continuum *socio-technique* » (Jaglin, Zérah 2010, à propos des services de base dans les pays en développement) que sur une opposition entre « formel » et « informel » (Florin 2017). L'échelle sociale hétérogène des « travailleurs des déchets » correspond donc à ces différents segments d'un *continuum* d'activités (Florin, Cirelli 2015 ; Jaglin *et al.* 2018 ; Scheinberg *et al.* 2011 ; Scheinberg *et al.* 2016).

Une professionnalisation du secteur

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

17 Les compétences en termes d’adaptation à la demande de l’industrie formelle ont permis la professionnalisation de certains *waste pickers* en véritables entrepreneurs (cf. encadré 1). En haut de l’échelle sociale du secteur de la récupération, on trouve ainsi des industriels qui peuvent diriger une ou plusieurs usines de tri et transformation formelle.

« Lorsque mon père est arrivé en ville, il n’avait rien. 100 roupies en poche. Il a travaillé pour le Kabariwala du coin. C’était un des seuls contacts dont il disposait. Il faisait les poubelles du coin pour lui, il y récupérait tout ce qu’il pouvait, bouteilles, journaux, métaux, etc. qu’il lui ramenait, avant de le trier par type et de se faire payer en fonction. Travaillant dur, vivant de rien ou presque, il a commencé à économiser lentement quelques roupies. Peu à peu, avec ses maigres économies, il s’est mis lui-même à racheter directement les matériaux à d’autres intermédiaires, et à revendre ainsi de plus grandes quantités, ce qui lui permettait d’augmenter ses marges. C’était l’arrivée du plastique, les masses de déchets ont commencé à augmenter de manière continue, ses profits aussi ; avec l’appui d’un cousin du milieu, il a pu investir dans un petit hangar, à la frontière, afin de faciliter le stockage et le tri ; il a même fait venir quelques personnes de son village pour l’aider à gérer la collecte, le transport, le tri et la vente des matériaux récupérés ; quelques années plus tard, il a fini par se spécialiser uniquement dans le plastique, il a loué un espace bien plus grand, à Bhopura, de l’autre côté de la frontière, en Uttar Pradesh, il a recruté des ouvriers, a acheté un broyeur puis un bac pour laver les plastiques qu’il revendait ensuite dans les zones industrielles de Delhi. En 2012, on nous a alloué un espace à Narela, nous avons investi dans une extrudeuse pour produire des granules de plastiques qui alimentent les usines aux alentours. Aujourd’hui, c’est moi qui gère cette usine. Nous y employons 28 personnes. Pour ma famille, ta poubelle, c’est de l’or. »
(C-125, Narela, Delhi février 2019)

Encadré 1 – « Pour ma famille, ta poubelle, c’est de l’or » extrait d’interview de Harinder Kumar, propriétaire d’une usine de recyclage de plastique dans la zone industrielle de Narela

18 Bien qu’elle ne soit pas généralisée, l’ascension professionnelle est bel et bien possible. L’augmentation des quantités de déchets générés à partir des années 1980-1990 a permis de stabiliser le secteur. Cela a fortement contribué à la mobilité sociale de certains travailleurs vers l’entrepreneuriat lorsqu’ils ont pu épargner, embaucher des ouvriers, acheter du matériel et acquérir un espace. Pouvoir accéder au foncier et à l’investissement permet de faire évoluer l’activité et certains ex-récupérateurs détiennent désormais des ateliers de transformation dans des zones industrielles planifiées. La professionnalisation du secteur s’explique enfin par l’encastrement des réseaux de castes et lignagers qui facilitent l’acquisition des ressources nécessaires, tant en termes de prêts financiers qu’en main-d’œuvre disponible ou accointances politiques. Un des exemples le plus fascinant est sans aucun doute celui du plastique, dont la quantité et les types ont crû de manière exponentielle ces dernières années : les travailleurs *Khatik*, du marché du PVC (une communauté traditionnellement associée au travail impur de la tannerie et reléguée au bas de la société hindoue) (Gill, 2012) sont capables de différencier tous types de plastiques (polypropylène, polyéthylène, polyvinyl chloride, polyuréthane, etc.) et

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

certains d’entre eux ont ainsi pu s’enrichir grâce à la valorisation de cette connaissance, agissant désormais comme des courtiers entre les *Kabariwallah* et les zones industrielles. Ainsi, alors que les *Khatik*, principalement originaires du Rajasthan et de l’Haryana, dominent le marché de gros du plastique à l’ouest de Delhi, les communautés *Teli* d’Uttar Pradesh commandent celui de l’est de Delhi depuis la fin des années 1980. Une grande partie des centres de tri des déchets électroniques à Delhi sont contrôlés par les communautés musulmanes de l’Ouest de l’Uttar Pradesh, alors que les communautés Sikhs originaires du Pendjab dirigent les marchés des métaux et des pièces de rechange d’automobiles. D’autres basses castes se partagent le marché du verre et du papier, principalement au Sud de Delhi.

19Le secteur est donc assurément dynamique, malgré la stigmatisation liée à l’impureté du déchet, et pourrait jouer un rôle certain pour contribuer à « nettoyer l’Inde ».

« Nettoyer l’Inde » de ses déchets... ou de ses recycleurs ?

Des réformes publiques ambivalentes et peu efficaces

La privatisation du secteur à Delhi, révélatrice des convoitises autour des déchets

20Alors que leur travail de collecte complète gratuitement le service municipal d’évacuation des déchets tout en leur assurant un revenu, les récupérateurs sont exclus des restructurations liées aux réformes des services publics au profit de grands opérateurs privés. Vitrine du programme « Nettoyer l’Inde », la gestion maîtrisée des déchets à Delhi est devenu un outil stratégique de marketing urbain pour asseoir l’attractivité de la ville, en référence aux agglomérations occidentales les plus exemplaires dans le domaine environnemental (Girault, 2016). Plutôt que de s’appuyer sur les systèmes de récupération, les pouvoirs publics, à Delhi et plus largement aux Suds, privilégient souvent des solutions techniques qui, sous couvert de « modernisation » des infrastructures, se traduisent par un important recours aux privatisations (cf. Bartone, 1995 ; Baud et Post, 2003 ; Bercegol, Gowda, 2018 ; Coad, 2005 ; Cointreau-Levine, 1994 ; Nas et Jaffe 2004 ; Wilson *et al.* 2006).

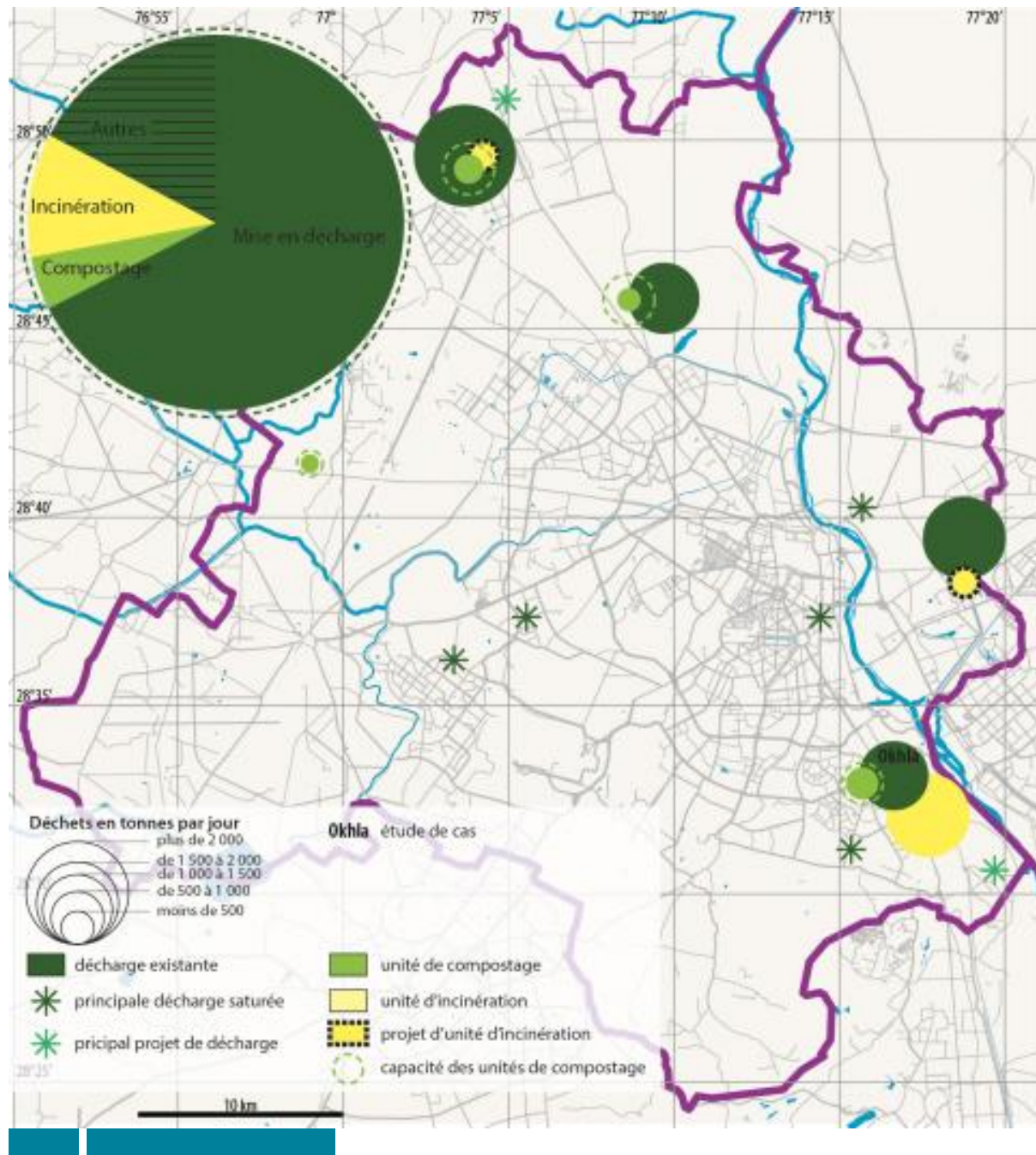
21Dans le cas de la capitale indienne, ce processus d’exclusion du secteur de la récupération s’est accéléré à partir de 2005, avec la privatisation d’une grande partie des points de collecte municipaux (les *dalahos*) confiés à Ramky (Ramky group : <http://ramky.com/>), ILFS (Infrastructure Leasing & Financial Services Limited : <http://www.ilfsindia.com/>) et SPML (SPML Group : <http://www.spml.co.in/>). Ces opérateurs privés sont payés au tonnage (plus ils collectent et mieux ils sont payés) en plus d’une rémunération fixée contractuellement avec l’État. Le gouvernement souhaite désormais prolonger cette privatisation jusqu’à la mise en place d’une collecte au porte-à-porte afin de sécuriser à la source un accès aux « meilleurs » déchets, désormais considérés comme un bien économique : « c’est une étape importante mais difficile, étant donné l’étroitesse des ruelles qui entrave la circulation des camions poubelles. Mais il est important de pouvoir capter les

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

déchets à leur source, afin de mieux Connaître leur composition et assurer des solutions de valorisation mieux adaptées » (extrait d’entretien auprès de l’Ingénieur en Chef -*Executive Engineer*-, Municipalité de South Delhi, janvier 2019). Cette privatisation de la collecte vise à améliorer les différents dispositifs infrastructurels prévus pour traiter en aval les 9 000 à 10 000 tonnes déchets évacués quotidiennement par la municipalité (cf. fig. 6 carte).

Figure 6 carte – Infrastructures de traitements des déchets à Delhi



Source : auteur (dans le cadre du programme Syracuse et Orva2D) réalisé par Sébastien Angonnet (Le Mans Université).

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

22À propos de la privatisation similaire du service des déchets au Caire, Bénédicte Florin note que c’est l’« idéologie » de la modernisation (Florin, 2010) qui rend les acteurs du secteur informel « inéligibles » à une intégration dans le nouveau système envisagé du point de vue des décideurs publics. Les recycleurs sont perçus par les élites urbaines et les bailleurs de fonds (pour qui « les systèmes de collecte en Inde sont primitifs » The World Bank, 2008 : 19) comme arriérés et incompatibles avec une gestion “moderne” des déchets (Wilson *et al.*, 2006) qui doit se faire nécessairement par la mobilisation d’entreprises privées et de moyens mécanisés.

23Pour ceux qui vivent de la collecte et de la récupération des déchets, la marginalisation socio-spatiale se double ainsi d’une dépossession de leurs moyens de subsistance puisque les réformes du secteur les écartent au profit d’opérateurs privés mandatés légalement par les pouvoirs publics. L’arrivée des compagnies privées a renforcé la marginalisation des récupérateurs en fragilisant leur travail, et des « conflits d’appropriation » (Cavé 2014) émergent autour de la captation des déchets : « lorsque je ramène au *dalaho* (point de collecte) ce dont je n’ai pas besoin [après ma collecte auprès des ménages], l’employé en charge de sa maintenance me dit désormais que je n’ai pas le droit de garder pour moi ce que j’ai récupéré en amont. » (*dixit* Rajesh, récupérateur à Safdarjung Enclave, janvier 2018). Ces derniers sont contraints à mettre en place des stratégies de contournement pour assurer leur accès aux matériaux, en négociant avec les employés des points de collecte privatisés ou en passant récupérer les déchets avant les camions poubelles.

Des solutions technologiques comme l’incinération peu adaptées

- 3 Ceci n’est pas nouveau : en 1989, le ministère des Sources d’Energies non-conventionnelles, en coop ([...](#))

24Parmi les solutions privilégiées pour « nettoyer l’Inde », la valorisation énergétique via la combustion des déchets est pensée depuis une dizaine d’années comme une panacée pour faire disparaître les encombrantes décharges. Les opérateurs privés mettent en place des usines d’incinération et les matériaux à haute valeur calorifique (comme les déchets secs de type papiers et plastiques) sont activement recherchés comme combustibles. Or, la plupart des déchets secs étant prélevés en amont de manière informelle pour alimenter les filières de recyclage, les incinérateurs fonctionnent en dessous de leur capacité, avec une mauvaise combustion³ des ordures du fait d’un taux d’humidité trop élevé (lié au climat tropical) et de leur faible valeur calorifique (550–850 kcal/kg alors que le minimum pour le bon fonctionnement devrait être de 1 200 à 1 400 kcal/kg). L’ouverture fin 2016 de l’incinérateur de Ghazipur à l’Est de Delhi (1 300 tonnes par jour, 10 MW), opéré par ILFS, comme celui de Narela-Bawana au Nord de Delhi (4 000 tonnes par jour, 24 MW) ouvert par Ramky en 2017, a pendant longtemps été repoussée, à plusieurs reprises pour des raisons techniques. L’incinérateur d’Okhla au Sud de Delhi (2 500 tonnes par jour, 16 MW), géré par Jindal (Jindal group : <http://www.jindalgroup.com/>), fonctionne tant bien que mal depuis 2009 malgré des déchets entrants, majoritairement biodégradables qui brûlent mal et qu’il faut sécher mécaniquement (voire même les transformer en granulés comme c’est le cas pour l’incinérateur d’ILFS à Ghazipur).

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

25Le Centre for Science and Environnement a estimé que seulement 13 % des déchets générés à Delhi disposent d’une valeur calorifique suffisante pour être incinérés (Sambyal et Agarwal, 2019). Avec la privatisation progressive de la collecte au porte-à-porte, les autorités espèrent pouvoir capter ces meilleurs déchets combustibles, avant qu’ils ne soient récupérés par le secteur informel. Une analyse de la caractérisation des déchets entrants dans l’incinérateur de Jindal tend cependant à tempérer les résultats de cette stratégie (cf. tableau n° 1)

Tableau 1 – Caractérisation des déchets entrants dans l’usine de Jindal entre 2011 à 2018

Composition des déchets	2011-2012	2012-2015	2015-2016	2017-2018
Biodégradable (faible valeur calorifique)*	80 %	54 %	56 %	53 %
Secs (haute valeur calorifique)**	16 %	46 %	44 %	24 %
Inertes***	4 %	0 %	0 %	23 %

*déchets alimentaires et déchets verts. **papier, cartons, textiles, bois, caoutchouc, cuir, plastic. ***métaux, pierres, sable.

Source : compilation des données des rapports de surveillance de l’usine *Jindal* soumis à l’UNFCCC pour l’obtention des crédits carbonés.

Cf. : <https://cdm.unfccc.int/Projects/DB/SGS-UKL1185291186.52>

26Grâce à cette privatisation de la collecte, l’alimentation de l’usine d’incinération de *Jindal* s’est améliorée, en passant de seulement 16 % de déchets secs en moyenne entre 2011-2012 à presque la moitié, avec 46 % à haute valeur calorifique entre 2015 et 2016, réduisant ainsi la part des déchets biodégradables (alimentaires et déchets verts) de 80 % à 54 % sur la même période, et assurant donc théoriquement une meilleure combustion. Mais alors que les données de 2015-2016 semblaient confirmer cette tendance avec 56 % de déchets biodégradables et 44 % de déchets secs entrants, les dernières données de 2017-2018 amoindrissent ces résultats en comptabilisant 23 % de matière inertes (déchets ferreux et de construction notamment), faisant baisser la part de déchets secs à seulement 23 % pour 53 % de déchets biodégradables. Finalement, les déchets à haute valeur calorifique n’ont augmenté que de 8 points entre 2017 et 2018. Cela tend à confirmer l’inadéquation des technologies d’incinération au contexte des villes indiennes.

27De plus, alors que l’incinération portait la promesse de fermer les décharges de Delhi, le gouvernement reste contraint à l’ouverture de nouveaux sites d’enfouissement (cf. fig. 6-carte), malgré une pression foncière très contrainte. En 2019, quatre grandes décharges restent encore en activité dont trois ont déjà dépassé leur capacité maximale et leur durée de vie (de dix à vingt ans). Il s’agit des sites d’Ohkla au Sud de Delhi (1994, 22,6 hectares), celui de Ghazipur à l’Est (1984, 28,3 hectares) et celui de Bhalwasa au Nord (1993, 16,8 hectares). Bien que

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

l'ouverture, en 2012, d'un nouveau site de 60,7 hectares à Narela-Bawana ait permis de désengorger quelque peu le Nord-Est de Delhi, la municipalité de Delhi a fini par obtenir en décembre 2018 l'allocation d'un nouveau site mitoyen à la décharge d'Okhla, afin de ne plus entasser les ordures au sommet de la décharge (et éviter ainsi un risque d'éboulement de la décharge). Enfin, à cela s'ajoute désormais l'ouverture du site de Tajpur Pahadi (11 hectares) pour enfouir les mâchefers de l'incinérateur voisin.

28Si le gouvernement de Delhi est obligé de continuer à enfouir ses déchets, c'est parce qu'au-delà des 20-30 % de mâchefers restants après incinération, une partie des volumes désormais incinérés était auparavant recyclés. Ce qui était extrait informellement en amont par les récupérateurs, et de manière gratuite, revient désormais en partie aux opérateurs privés, avec un coût supplémentaire d'évacuation pour la collectivité, et sans fondamentalement diminuer les quantités à enfouir. En revanche, elle participe plus largement au processus de marginalisation des récupérateurs. En résumé, ce qui brûle symboliquement dans l'incinérateur, ce ne sont pas tellement les décharges que l'on voudrait faire disparaître, mais ce sont assurément les ressources du secteur du recyclage.

Résistances et contre-discours

La revendication d'une contribution environnementale

29Les réformes de gestion des déchets à Delhi font écho à un « idéal sanitaire » (Melosi, 2000) qui cherche à répliquer, avec un succès pour l'instant très relatif, les solutions techniques développées au Nord au sein desquelles, la récupération et le recyclage n'ont que peu de place.

30Certains travailleurs prennent la parole, par la voix de leurs leaders, pour s'opposer à ces politiques publiques qui les négligent, revendiquer une reconnaissance de leur travail, et défendre leur intégration au système. Cette mobilisation leur permet d'acquérir une légitimité collective pour défendre leur existence, leur travail et leur accès à la ressource. Cela va d'associations sectorielles conçues sur des bases communautaires (comme l'association des travailleurs *Khatik* du marché du PVC par exemple) à des organisations conçues sur des bases plus syndicales, comme « *All India Kabari Mazdoor Mahasangh* » (la Fédération Indienne des travailleurs des déchets) ou la « *Safai Sena* » (littéralement « l'armée des balayeurs ») (cf. encadré 2)

Figure 7 – Portrait de Santu

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.



Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

- 4 http://www.prodig.cnrs.fr/IMG/pdf/SYNTHESIS_CITY_OF_WASTE.pdf

« Nous sommes les premiers à sonner chez vous le matin pour vous débarrasser de vos poubelles [...]. Tout le monde parle de "Swachh Bharat Abhiyan" avec tant de fierté, mais la vérité, c'est que c'est bien nous, les chiffonniers, qui "nettoyons l'Inde", et qui gardons votre environnement propre. Oui : "Swachh Bharat Abhiyan" c'est ce que nous faisons depuis longtemps Je ne suis pas né pour collecter vos ordures, mais je le fais tous les jours, et avec fierté. La seule chose que nous demandons en retour est un peu de considération, de respect et surtout, la reconnaissance du gouvernement » (Discours de Jai Prakash Chaudhury, inauguration *City of Waste*⁴, India Habitat Centre, Delhi 13 Février 2018) Photographie : *Portrait de « Santu » for City of Waste* (© auteur)

Encadré 2 : « Swachh Bharat Abhiyan' c'est ce que nous faisons depuis longtemps » extrait du discours de Jai Prakash Chaudhuri, récupérateur et secrétaire général de la Safai Sena (fig. 7)

- 5 En 2009, l'incinérateur de Jindal a été enregistré auprès de l'UNFCC (il s'agissait du premier proj (...))

31La contribution environnementale est évoquée pour légitimer l'activité de récupération, notamment pour la mettre en regard des réformes en cours. Difficilement quantifiable, il est estimé qu'au minimum 2000 tonnes de matériaux par jour sont récupérées informellement (environ 20 % du total des déchets générés à Delhi) sur la base d'une quarantaine de kilos collectée chaque jour en moyenne par récupérateur. Cela fait économiser au minimum 600 000 roupies aux autorités (actuellement, chaque tonne coûte environ 300 roupies à la collectivité pour l'enfouissement), voire bien plus si les récupérateurs étaient payés au salaire minimum (Chintan, 2013). De plus, étant donné le travail de récupération effectué sur les décharges, les collecteurs contribuent aussi à diminuer les volumes enfouis. Chintan, une ONG de défense des *waste pickers* à Delhi (« Chintan » <http://www.chintan-india.org>) plaide ainsi qu'en évitant la mise en décharge, le secteur contribuerait à réduire les émissions de carbone à hauteur de 900 000 tonnes de CO₂ par an (2012). Pour les militants, ce ne sont donc pas les technologies d'incinération qui devraient être éligibles aux crédits carbone⁵, mais les récupérateurs recycleurs de Delhi : « la collecte devrait être officiellement allouée à ceux qui la font depuis toujours et qui aident déjà à réduire la crise des déchets » (selon Chitra Mukherjee, porte-parole de l'ONG *Chintan*, extrait d'interview de février 2018). C'est en mobilisant le même genre d'arguments que l'*Alliance of Indian Wastepickers* a demandé au ministre de l'Environnement indien d'inclure dans la nouvelle législation de déchets solides le rôle joué par les récupérateurs dans le système de gestion et leur intégration au système. La mobilisation de ces organisations a abouti à la mention explicite des *wastepickers* dans la version adoptée des *Solid Waste and Management Rules* de 2016 c'est la première fois qu'un texte officiel de gestion municipale des déchets les mentionne explicitement.

32Alors que les récupérateurs revendiquent des droits au travail et une reconnaissance de leur activité, les grossistes et les industriels ne souhaitent pas

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

forcément une formalisation en bonne et due forme de leur activité car cela suppose une hausse des contrôles et une mise en place de taxes. Les grossistes du *PVC Market* se battent par exemple pour faire annuler la GST (l’équivalent de la TVA) dont ils doivent désormais s’acquitter depuis 2017, alors qu’ils ne la payaient pas auparavant et qu’ils considèrent comme profondément injuste. Selon eux, en récupérant des rebuts dont personne ne veut, ils n’ont pas à payer de taxe sur des matières considérées comme des déchets, et devraient au contraire être soutenus par la collectivité. En mobilisant leurs relais politiques, ils sont finalement parvenus à réduire cette taxe de 18 % à 5 % mais ils continuent encore à se battre pour l’annuler complètement. Cette mise aux normes fiscales s’accompagne d’une mise aux normes environnementales des activités de transformation industrielle, souvent polluantes, mais pas toujours justifiée par les marchés de gros. Les grossistes de plastiques déplorent par exemple la fermeture du marché du PVC durant deux semaines en novembre 2018, au motif que le secteur contribuerait aux pics de pollutions de l’air mesurées à New Delhi à cette période, alors même qu’en l’occurrence, l’espace n’est qu’un lieu de tri et de revente, sans rejet ou émanation.

33Depuis 2018-2019, les usines de retraitement des zones industrielles voisines de Narela et Bawana, *a contrario* fortement polluantes, doivent désormais s’équiper de filtres à eau pour assainir les rejets liquides lors du rinçage des matériaux broyés. Cependant, sans soutien pour cette mise aux normes, le coût lié à ces régularisations motive certains entrepreneurs à délocaliser une partie des activités incriminées dans d’autres États mitoyens à Delhi (en Haryana, au Rajasthan, en Uttar Pradesh) aux législations moins contraignantes. Il reste à voir comment l’interdiction des plastiques à usage unique va se mettre en place à Delhi. Lors d’une première tentative d’interdiction en 2008, le lobby des recycleurs, par l’entremise d’un membre de l’assemblée législative soutenu par l’association des *Khatik* du *PVC Market*, avait réussi à vider la loi de sa substance pour préserver leur activité (cf. Gill, 2006). Les recycleurs se retrouvent donc dans une situation paradoxale où ils se réclament de « Swachh Bharat » tout en luttant contre un « environnementalisme bourgeois » (Baviskar, 2002 : 41) qui les contraint à fermer leurs ateliers de recyclage.

La revendication d’un droit au travail

- 6 www.youtube.com/watch?v=lzcG XKDEBpY
- 7 “Give Back Our Waste. What the Okhla Waste-to-Energy Plant has done to Local Wastepickers”, 2012, C (...)

34Ce que réclament les récupérateurs, c’est un droit d’accéder au déchet qui leur permet de travailler. Dans un documentaire contre les usines d’incinération, lorsque « Santu » demande à une récupératrice travaillant sur la décharge de Ghazipur ce qu’elle souhaite dire au gouvernement, le discours est limpide : « Ne soyez pas influencé par ce que les riches disent, écoutez les pauvres ! » (Chintan, 2013 : 20,01 min⁶). Les associations et ONG de collecteurs sont en effet résolument opposés à l’incinération des déchets qui sont pour eux autant de pertes de revenus (Chintan, 2012). D’après une étude menée sur 3 villages à côté de la décharge d’Okhla

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

(Tughlakabad village, Tughlakabad Extension, et Tehkhand village)³⁵, les revenus des récupérateurs auraient diminué de 21 % l'année de l'implantation de l'usine d'incinération (selon Chintan, 2012). Cette baisse de revenus a de nombreuses conséquences chez une population déjà marginalisée (augmentation des prêts contractés, baisse de la scolarisation des enfants, restrictions alimentaires).

35 Comme le note l'*Alliance of Indian Wastepickers* : « les travailleurs informels sont très vulnérables, ils ont un besoin urgent de reconnaissance. Des mesures fortes, comme une sécurité sociale, restent à mettre en place pour réduire les risques. Dans les années à venir, nous devons nous battre pour que les travailleurs informels puissent obtenir un « Droit à la Sécurité Sociale ». Toutes les questions à propos du logement, de l'éducation, de la formation, de l'alimentation et de l'environnement de vie devront avoir une réponse adéquate tôt ou tard » (Arora, 2016). Pour cela, ils plaident notamment la mise en place de modèle d'intégration de type coopératif comme SWaCH (Solid Waste Collection and Handling) en place à Pune, au Maharastra. Il s'agit d'un partenariat entre un syndicat de 6 000 travailleurs, le *Kagad Kach Patra Kashtakari Panchayat* et la municipalité, qui a permis la régularisation de 2300 récupérateurs. Si ce modèle d'intégration est prometteur, il n'est pas exempt d'effets pervers comme le renforcement de la marginalisation d'une partie des chiffonniers non bénéficiaires de ces initiatives (voir aussi Durand, 2019, dans le contexte latino-américain). En l'état, l'intégration de ces travailleurs permet néanmoins d'assurer une certaine dignité dans leur activité, qui ouvre la voie à une reconnaissance par la société de leur travail.

36 En s'alignant sur la référence occidentale des « world class city », le mimétisme des pouvoirs publics urbains aux Suds tend ainsi à évincer la possibilité d'émergence d'un modèle alternatif situé, qui s'affranchirait des injonctions à la modernité occidentale tout en s'arrangeant des conditions locales. Pourtant, reconnaître l'existence de ce recyclage en améliorerait l'efficacité, ce qui contribuerait à réduire encore la masse des déchets.

37 A *contrario* des autorités publiques, le secteur privé a en revanche reconnu le dynamisme du secteur du recyclage et l'intérêt de la récupération des déchets. Plusieurs *start-up* se sont ainsi créées ces dernières années, en reproduisant le principe traditionnel du *Kabariwala* et en y ajoutant une innovation avec des applications pour téléphones mobiles. Cela permet de faciliter la vente des matériaux par des particuliers qui renseignent directement sur leur smartphone ce dont ils disposent et qui permet à la compagnie de venir directement les récupérer à leur domicile, avant de les revendre par la suite à la chaîne de recyclage que nous avons précédemment décrite. Ainsi en est-il des compagnies telles que (sans exhaustivité) « extra carbon » (<https://www.facebook.com/Extracarboncom/>), « Junkart » (<https://junkart.in/>) « thekabadiwala » (<https://www.thekabadiwala.com/>), ou « PomPom » (<https://pompomtrashtocash.wordpress.com/>) : « ne jetez pas vos déchets, vendez les moi, ils ont une valeur » *dixit* le fondateur de *PomPom*, (siège de *PomPom* en décembre 2014). Cette reproduction modernisée du système traditionnel du *kabariwala* à travers l'outil des nouvelles technologies de l'information est en soi la preuve de la légitimité et de l'efficacité du système de la récupération qui démontre clairement le rôle essentiel qu'une collecte à la source améliorée pourrait permettre en termes de recyclage.

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

Figure 8 – « *Your waste is our Livelihood* » (« vos déchets sont notre gagne-pain »)



Source : Facebook de la *Safai Sena* (l’armée des nettoyeurs), organisation syndicale des travailleurs des déchets à Delhi. https://www.facebook.com/safaisena2009/?ref=br_rs

38Malgré la concurrence avec les opérateurs privés de collecte et d’incinération, le secteur continue tant bien que mal à récupérer et à retraiter de grandes quantités de matériaux papiers, plastiques, verres et métaux. Dans une ville comme Delhi, marquée par de très fortes inégalités, la structuration complexe de cette chaîne proto-industrielle de valorisation reste un véritable pourvoyeur d’emplois. Il s’agit d’une ressource première pour de très nombreux travailleurs qui en dépendent directement, impliqués aux différents niveaux de la collecte au tri en passant par les multiples étapes de transformation des matériaux. Une meilleure intégration du secteur garantirait l’emploi de ses travailleurs, du ramasseur en bas de la chaîne à l’industriel en haut de la pyramide. Cette économie de la récupération assure ainsi un revenu de base à des centaines de milliers de familles et alimente *in fine* en bout de chaîne les industries formelles de production de biens de consommation. La régulation du recyclage et son intégration à la gestion des déchets permettraient d’assurer la mise en place progressive de normes sociales et environnementales. Il faut donc dépasser l’image misérabiliste d’un secteur, certes imparfait à bien des égards, mais dont c’est la relégation dans l’informalité qui tend à faciliter les abus. À travers un droit au déchet (Chatuverdi et Gidwani, 2011), se pose donc *in fine* la question d’un « droit à la ville » (Lefebvre, 1968), compris ici dans sa notion réformiste comme un ensemble de droits dans la ville (Zérah, Dupont et Tawa Lama-Rawal, 2011) c’est-à-dire la réalisation des droits essentiels, y compris le droit au *livelihood* (c’est-à-dire un droit aux moyens de subsistance, incluant notamment un droit au « travail », théoriquement garanti par la constitution indienne, cf. Jani, 2013) que néglige l’actuelle réforme du secteur des déchets, mais que rappelle bien la *Safai Sena* (cf. fig. 8)

Conclusion

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

39 Par sa démesure, le cas indien cristallise les enjeux socio-environnementaux d’un modèle consumériste et productiviste qui génère toujours plus de rejets, et qui, paradoxalement, tend à marginaliser les personnes qui participent à en réduire le volume. Objet d’une banalité extrême, le déchet constitue un miroir de nos sociétés et de leur rapport avec leur environnement : pour les uns, source de pollution, le déchet est mis à l’écart ; mais pour d’autres, il est considéré comme une ressource, et à ce titre, récupéré en raison de sa valeur. Ceux qui s’adonnent à la récupération sont symboliquement associés à la saleté des ordures, et comme celles-ci, sont relégués aux marges de la société. D’un côté, on a ceux qui considèrent qu’il faut éradiquer ce travail indigne. La récupération est une économie de la survie qui est destinée à disparaître lorsque le pays atteint un niveau de développement économique suffisamment élevé. De l’autre côté, on a les récupérateurs qui estiment qu’on leur enlève leur seule source de revenus alors qu’ils considèrent rendre service à la ville.

40 Non reconnus et stigmatisés, ces travailleurs de l’ombre sont ignorés dans les réformes du secteur et les débats sur l’environnement. Les politiques gestionnaires, fondées sur un paradigme modernisateur et un transfert des modèles occidentaux, se matérialisent par de nouvelles techniques, dont l’incinération est le symbole le plus visible et qui affecte en réalité toute la chaîne de recyclage à partir de la privatisation de la collecte. Faire des déchets une question technique, à gérer par un secteur privé, c’est une façon de dépolitiser la question des inégalités urbaines. Or, la privatisation du secteur et le choix de l’incinération sont loin d’être anodins. Ils traduisent un choix de société qui incarne le primat de l’accumulation capitaliste sur la force de travail en déposant les travailleurs de leur source de travail, les déchets (Schindler *et al.*, 2012). Cette « abjection » (Reddy, 2015) consécutive à la privatisation du service est à replacer plus largement dans un processus de « nettoyage » des éléments urbains considérés « résiduels », non seulement flux et matériaux rejetés mais également les populations pauvres. Car au-delà de la question de l’inadaptation du système technique en place, le prétexte de la modernisation des infrastructures témoigne symboliquement de luttes sociales inégales pour le contrôle de la ville et de ses ressources qui produisent un « urbanisme d’exclusion » (Kundu et Sarangi, 2005). On comprendra alors que la problématique de l’environnement s’inscrit dans la continuité des politiques de « rénovation urbaine » mises en place à Delhi et qui sont en réalité un euphémisme pour la démolition des quartiers insalubres. Cet « urbanisme éviscéré » de ses populations marginalisées est particulièrement pertinent à la lumière du dernier plan directeur de Delhi. La « vision » annoncée dès le début du Master plan 2021 est celle d’une « ville de classe mondiale », débarrassée de ses pollutions et sans bidonvilles : « la vision 2021 vise à faire de Delhi une métropole globale et une ville de classe mondiale dans laquelle toute la population serait engagée dans un travail productif et avec une vie de meilleure qualité, vivant dans un environnement plus durable » (p. 2). Cette « politique d’esthétisation » (Ghertner, 2011) fabrique une ville pour la classe moyenne afin de reproduire Paris, New York, ou Singapour, des villes de références au sein desquelles le pauvre n’a pas sa place. Or les chiffonniers de Delhi existent bel et bien, récupérant les restes jusqu’aux cendres des incinérateurs, et tout porte à croire qu’ils seront là encore demain (Bercegol, Davis, Gowda, 2020). Il semble donc légitime d’écouter les premiers concernés pour « nettoyer l’Inde » de ses déchets et relever le défi d’une gestion plus durable.

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

[Top of page](#)

Bibliography

DOI are automatically added to references by Bilbo, OpenEdition's Bibliographic Annotation Tool. Users of institutions which have subscribed to one of OpenEdition freemium programs can download references for which Bilbo found a DOI in standard formats using the buttons available on the right.

Arora K., 2016 – “2016 A Benchmark Year for Wastepickers”, posted by *Alliance of Indian Wastepickers* on *Global Alliance of Waste Pickers*' website, the 12/28/2016 <http://globalrec.org/2016/12/30/2016-a-benchmark-year-for-wastepickers/>.

Bartone C. R., 1995 – “The Role of the Private Sector in Municipal Solid Waste Service Delivery in Developing Countries.”, *Keys to Success*, 6 p. Présenté à ISWA Conference on Waste Management – Role of the private sector, Singapore.

Baud I. et Post J., 2003 – « Between markets and partnerships: Urban Solid Waste Management and contributions to sustainable development », *Global Built Environment Review*, vol. 3, n° 1, p. 46-65.

Baviskar A., 2002 – « The politics of the City » Seminar – Shades of green: a symposium on the Changing Contours of Indian Environmentalism, 516 (August): p. 40-42

Bercegol (de) R., Cavé J. et Nguyen Thai Huyen A., 2017 – “Waste Municipal Service and Informal Recycling Sector in Fast-Growing Asian Cities: Co-Existence, Opposition or Integration?”, *Resources*, vol. 6, December 2017 DO – 10.3390/resources6040070
DOI : [10.3390/resources6040070](https://doi.org/10.3390/resources6040070)

Bercegol (de) R. et Gowda S., 2017 – « Development on the urban fringe: the prosperity of Kartarpur, of Small cluster-town in the Punjab », in Denis E., Zerah M.H. (Ed.) *Subaltern Urbanization in India. An introduction to ordinary towns dynamics*. New Delhi: Springer, collection Exploring Urban Change in South Asia, p. 473-495.

Bercegol (de) R. et Gowda S., 2018 – « Waste and Energy Nexus: rethinking the modernisation of waste services in Delhi » in *Urban Studies*, Special Issue on “Urban Nexus”, edited by Jochen Monstadt and Olivier Coutard.
DOI : [10.1177/0042098018770592](https://doi.org/10.1177/0042098018770592)

Bercegol (de) R., Davis G. et Gowda S., 2020 – *The People of Waste. Living Plastic*, documentaire 18 min 35 s, IRD-CNRS, 2020.

Cavé J., 2014 – “Who owns urban waste? Appropriation conflicts in emerging countries”, *Waste Management & Research*, vol. 32, n° 9, p. 813-821.
DOI : [10.1177/0734242X14540978](https://doi.org/10.1177/0734242X14540978)

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

Cavé J., 2015 – *La ruée vers l'ordure : Conflits dans les mines urbaines de déchets*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 250 p.
DOI : [10.4000/tc.8048](https://doi.org/10.4000/tc.8048)

Central Pollution Control Board, 2012 – *Status report on municipal solid waste management*, Ministry of Environment & Forests, http://www.cpcb.nic.in/divisionsofheadoffice/pcp/MSW_Report.pdf

Chakrabarty D., 2000 – *Provincializing Europe*. Princeton: Princeton University Press, 336 p.
DOI : [10.1515/9781400828654](https://doi.org/10.1515/9781400828654)

Chaturvedi B. et Gidwani V., 2011 – "The right to waste: Informal sector recyclers and struggles for social justice in post-reform urban India", *India's New Economic Policy: A Critical Analysis*, p. 125-153, Taylor and Francis. <https://doi.org/10.4324/9780203846810>.
DOI : [10.4324/9780203846810](https://doi.org/10.4324/9780203846810)

Chintan, 2012 – *Give Back Our Waste1 What the Okhla Waste-to-Energy Plant has Done to Local Wastepickers* www.chintan-india.org/documents/research.../chintan-report-give-back-our-waste.pdf

Chintan, 2013 *Credits Vs Carbon Credits* (film, 21 min 35, 2013) https://www.youtube.com/watch?v=lzcGXXKDEBpY&feature=youtu.be&ab_channel=ChintanIndia

Chokhandre P., Singh S. et Kashyap G. C., 2017 – « Prevalence, predictors and economic burden of morbidities among waste-pickers of Mumbai, India: a cross-sectional study », *Journal of Occupational Medicine and Toxicology*, vol. 12.

Cirelli C., Florin B. et Bercegol (de) R., 2019 – « La mise en image du rebut », *EchoGéo* [En ligne], 47, mis en ligne le 21 avril 2019, consulté le 26 septembre 2019. URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/17103> ; DOI : 10.4000/echogeo.17103
DOI : [10.4000/echogeo.17103](https://doi.org/10.4000/echogeo.17103)

Coad A., 2005 – *Private Sector Involvement in Solid Waste Management: Avoiding Problems and Building on Successes*, n° 2, St. Gallen: Collaborative Working Group on Solid Waste Management in Low- and Middle-income Countries (CWG), 32 p.

Cointreau-Levine S., 1994 – Private sector participation in Municipal Solid Waste Services in Developing Countries, Volume 1. The Formal Sector, Urban Management Programme (The World Bank), Washington, D.C. 68 p. 1994

Corteel D. et Le Lay S. (dir.), 2011 – *Les travailleurs des déchets*. Toulouse : Érès, 336 p.

Girault C., 2016 – « L'affirmation de l'exemplarité environnementale comme stratégie de métropolisation des villes nordiques », *EchoGéo* [En ligne], 36, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 26 septembre 2019.

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14574> ;
10.4000/echogeo.14574.

DOI :

DOI : [10.4000/echogeo.14574](https://doi.org/10.4000/echogeo.14574)

Florin B. et Cirelli C., 2015 – (Eds.) *Sociétés Urbaines et déchets*. Tours : PUFR, 452 p.

Florin B. 2016 – « De l'indignité à l'indignation : petites luttes, résistances quotidiennes et tentatives de mobilisation des récupérateurs de déchets à Istanbul », *Cultures & Conflits* [En ligne], 101 | printemps 2016, mis en ligne le 19 mai 2017, URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19184> ; DOI : 10.4000/conflits.19184.

DOI : [10.4000/conflits.19184](https://doi.org/10.4000/conflits.19184)

Florin B., 2010 – « Réforme de la gestion des déchets et reconfigurations des territoires professionnels des chiffonniers du Caire », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 85, n° 2, mis en ligne le 10 octobre 2010, consulté le 26 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/7812> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.7812

DOI : [10.4000/geocarrefour.7812](https://doi.org/10.4000/geocarrefour.7812)

Furedy C., 1992 – "Garbage: Exploring non-conventional options in Asian cities", *Environment and Urbanization*, vol. 4, n° 2, p. 42–61. DOI : [10.1177/095624789200400205](https://doi.org/10.1177/095624789200400205)

Gill K., 2012 – Of poverty and plastic: scavenging and scrap trading entrepreneurs in India's urban informal economy. OUP Catalogue.

Furedy C., 1984 – "Survival strategies of the urban poor: Scavenging and recuperation in Calcutta", *GeoJournal*, vol. 8, p. 129–136. DOI : [10.1007/BF00231491](https://doi.org/10.1007/BF00231491)

Ghertner D. A., 2011 – "Gentrifying the state, gentrifying participation: Elite governance programs in Delhi", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n° 3, p. 504-532. DOI : [10.1111/j.1468-2427.2011.01043.x](https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2011.01043.x)

Gill K., 2006. "Deprived Castes and Privileged Politics: An Urban Informal Market in Contemporary India", *Economic and Political Weekly*, vol. 41, n° 2, p. 133-141.

Hughes E.-C., 1962 – « Good People and Dirty Work », *Social Problems*, vol. 10, n° 1, p. 3-11. DOI : [10.2307/799402](https://doi.org/10.2307/799402)

Jaglin S. et Zérah M.H., 2010 – "Urban water in the South: Rethinking changing services. Introduction", *Revue Tiers Monde*, vol. 3, p. 7-22.

Jaglin S., Debout L. et Salenson I., 2018 – *Du rebut à la ressource. Valorisation des déchets dans les villes du sud*. Paris : Agence Française du Développement, 296 p. <https://www.afd.fr/fr/du-rebut-la-ressource>

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

Jaligot R., Wilson D.C., Cheeseman C. et Shaker B., 2016 – “Applying value chain analysis to informal sector recycling: a case study of Zabaleen”, *Resources, Conservation and Recycling*, n° 114, p. 80-91.
DOI: 10.1016/j.resconrec.2016.07.006.

DOI : [10.1016/j.resconrec.2016.07.006](https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2016.07.006)

Jani N., 2013 – “Article 21 of Constitution of India and right to livelihood”, *Voice of Research*, vol. 2 n° 2, p. 61-66.

Kundu A. et Sarangi N., 2005 – “Issue of Urban Exclusion” *Economic and Political Weekly*, vol. 40, n° 33, p. 3642-3646.

Lefebvre H., 1968 – *Le droit à la ville*. Paris : Éditions Anthropos, 164 p.
DOI : [10.3406/homso.1967.1063](https://doi.org/10.3406/homso.1967.1063)

Madruga Rosângela B., 2002 – Cargas de trabalho encontradas nos coletores de lixo domiciliar – um estudo de caso : Florianópolis, Brasil : Florianópolis, 137 p.

Melosi M., 2000 – The sanitary city: Environmental services in urban America from colonial times to the present. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 400p.
DOI : [10.2307/j.ctt6wrc97](https://doi.org/10.2307/j.ctt6wrc97)

Mukherjee S et Singh A.M., 1981 – Hierarchical and symbiotic relationships among the urban poor: A report on pavement dwellers in Calcutta. In: UNCHS (Habitat) (ed.) *The Residential Circumstances of the Urban Poor in Developing Countries*. New York: Praeger, p. 135-163.

Nas P.J. et Jaffe R., 2004 – « Informal Waste Management: Shifting the focus from problem to potential. », *Environment, Development and Sustainability*, vol. 6, p. 337-353.

Scheinberg A., Spies S., Simpson M.H. *et al.*, 2011 – “Assessing urban recycling in low- and middle income countries: Building on modernized mixtures”, *Habitat International*, n° 35, p. 188-198.
DOI : [10.1016/j.habitatint.2010.08.004](https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2010.08.004)

Scheinberg A., Nesic J., Savain R.A. *et al.*, 2016 – “From collision to collaboration: Integrating informal recyclers and re-use operators in Europe, a review”, *Waste Management & Research*, vol. 34, n° 9, p. 820-839. DOI: 10.22190/FULP1801015S.
DOI : [10.22190/FULP1801015S](https://doi.org/10.22190/FULP1801015S)

Wilson D. C., Velis C. et Cheeseman C., 2006 – “Role of informal sector recycling in waste management in developing countries”, *Habitat international*, vol. 30, n° 4, p. 797-808.
DOI : [10.1016/j.habitatint.2005.09.005](https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2005.09.005)

The World Bank, 2008 – *Secured Landfills: The Bucket at the End of the Solid Waste Management Chain*. New Delhi: Water and Sanitation Program – South Asia, 6 p.

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

Reddy R. N., 2015 – “Producing abjection: E-waste improvement schemes and informal recyclers of Bangalore”, *Geoforum*, vol. 62, p. 166-174.
DOI : [10.1016/j.geoforum.2015.04.003](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.04.003)

Schindler S., Demaria F. et Pandit S. B., 2012 – “Delhi’s waste conflict”, *Economic and Political Weekly*, vol. 47, n° 42, p. 18-21.

Sambyal Singh S. et Agarwal R., 2018 – “To Burn or Not to Burn: Feasibility of Waste-to-Energy Plants in India”, *Centre for Science and Environment*, 52 p.

Suarez F. et Schamber P. (coord.), 2007 – *Recicloscopio. Miradas sobre recuperadores urbanos de residuos en América Latina*. Buenos Aires :Universidad Nacional General Sarmiento, Universidad Nacional de Lanús, Prometeo Libros.

Wilson D. C., Velis C. et Cheeseman C., 2006 – “Role of informal sector recycling in waste management in developing countries”, *Habitat international*, vol. 30, n° 4, p. 797-808.
DOI : [10.1016/j.habitatint.2005.09.005](https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2005.09.005)

Zérah M.-H., Dupont V. et Tawa Lama-Rewal S., 2011 – “Urban Policies and the right to the city in India, rights, responsibilities and citizenship”, New Delhi: UNESCO.

Notes

1 On peut aussi l’orthographier « *Kabaadiwala* » ou « *Kabariwallah* ».

2 . Photographies téléchargeables : http://www.dropbox.com/s/r5f08v57qc430rm/City_of_Waste_Complete.pdf?dl=0

3 Ceci n’est pas nouveau : en 1989, le ministère des Sources d’Energies non-conventionnelles, en coopération avec le gouvernement du Danemark avait tenté une première expérience à Delhi, avec un incinérateur prévu pour incinérer 300 tonnes par jour et d’une capacité installée de 3,7 MW pour la production d’électricité, mais le site avait finalement fermé au bout de seulement trois semaines.

4 http://www.prodig.cnrs.fr/IMG/pdf/SYNTHESIS_CITY_OF_WASTE.pdf

5 En 2009, l’incinérateur de Jindal a été enregistré auprès de l’UNFCC (il s’agissait du premier projet enregistré en Inde) et en 2013, un contrat de compensation carbone a permis à l’opérateur de recevoir 5 USD/tonne équivalent pétrole de déchets traités, mais cette manne s’est effondrée avec la baisse du prix du carbone sur les marchés internationaux.

6 www.youtube.com/watch?v=lzcGXXKDEBpY

Fichier auteur

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

[7](#) “Give Back Our Waste. What the Okhla Waste-to-Energy Plant has done to Local Wastepickers”, 2012, Chitan.

Bibliographical reference

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.

Electronic reference

Rémi de Bercegol and Shankare Gowda, “« Nettoyer l’Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi”, *Les Cahiers d’Outre-Mer* [Online], 281 | Janvier-Juin, Online since 01 January 2022, connection on 28 December 2022. URL: <http://journals.openedition.org/com/10887>; DOI: <https://doi.org/10.4000/com.10887>

[Top of page](#)
